



Les écoliers et la pornographie

Le cri d'alarme

Pendant le confinement, les jeunes enfants se sont mis à consulter des images pornographiques. Une dérive constatée à l'école, parfois dès le CM 1, à travers leurs propos dans les cours de récré ou même dans leurs rédactions. PAGES 2 ET 3

LE FAIT DU JOUR

ÉLÈVES EXPOSÉS AU PORNO

L'alerte d'une infirmière scolaire

Samia, infirmière scolaire, appelle à une prise de conscience. Elle parle des dangers auxquels sont confrontés les enfants dès 9 ans à cause d'un accès trop facilité à la pornographie, notamment depuis les confinements.

MAÏRAM GUISSÉ

EN SEIZE ANS DE MÉTIER, elle n'avait « jamais vu ça ». Samia, infirmière scolaire en Seine-Saint-Denis, sonne l'alerte face à l'exposition des élèves à la pornographie, qui « com-

mence de plus en plus tôt ». Cette année, pour la première fois de sa carrière, celle qui a sous sa responsabilité environ 1 800 élèves a mis en place des ateliers de sensibilisation

pour des écoliers dès... 9 ans. « Auparavant, mes interventions étaient surtout au collège. Mais là, dès le CM 1, je dois intervenir. Parce que je me retrouve face à des petits qui





parlent de fellation, de pénétration par les fesses. Leur langage est cru, alors qu'à cet âge-là, ils devraient parler de bisous et de caresses. »

Il faut dire qu'à 12 ans, près d'un enfant sur trois a déjà été exposé à un contenu pornographique, selon un sondage OpinionWay, publié en 2018. « Le confinement, avec l'accès au téléphone portable, a exacerbé la situation, assure Samia, également secrétaire départemental du syndicat SNICS-FSU. J'ai clairement vu la différence quand les jeunes sont revenus en cours. »

Beaucoup de propos sexualisés

Comment ? « J'ai d'abord été saisie par ce que j'entendais dans les couloirs, en élémentaire. Il y avait beaucoup de propos sexualisés comme *va sucer ailleurs*, je voyais des enfants mimer une fellation en gonflant la joue. »

Lors d'interventions dans des classes, elle aperçoit « dans les cahiers, des dessins de pénis au milieu de seins nus ou de fesses. On parle d'élèves de primaire, et c'est aussi ce que me rapportent des collègues, souffle-t-elle. J'ai aussi remarqué une addiction au porno chez certains jeunes. Quand vous en avez qui vous disent regarder trois films pornos par jour, ça interroge, d'autant qu'ils minimisent la réalité. » Une autre de ses collègues se souvient de cette rédaction qui commençait par « j'ai envie de... » et dans laquelle une élève de CM 2 a complété par « ton sexe dans ma bouche... ».

Cette accessibilité des contenus pornographiques, où l'image de la femme est régulièrement dégradée, n'est pas sans conséquence. « L'an dernier, dans un collège où j'intervenais, j'ai appris que des élèves de 5^e jouaient au jeu de l'arc-en-ciel. Ça consistait,

pour les filles, à mettre du rouge à lèvres, à pratiquer des fellations et à voir avec la trace laissée par le rouge à lèvres quel niveau elles avaient atteint », se souvient Héléne, infirmière scolaire à Marseille (Bouches-du-Rhône).

Samia et d'autres de ses collègues ne cessent de le marteler : « Il faut agir, et vite, il y a urgence. » D'autant plus que « ces vidéos, images pornographiques, les élèves n'ont pas besoin d'aller les chercher pour les visionner, le porno vient à eux », insiste Samia. Et sous différentes formes. « Ça peut être à travers des recherches sur Internet, des échanges d'images entre élèves via les réseaux sociaux, des films vus sur des plates-formes mais pas adaptés aux âges des enfants avec des scènes de sexe inappropriées pour les petits, ou encore par un parent qui télécharge pour l'enfant un film qui est détourné vers un porno, d'où l'importance de tout regarder avant de partager un contenu. Aucun élève n'est à l'abri. »

Ce que confirme le sondage Ifop intitulé : Les adolescents et le porno : vers une génération YouPorn ?, réalisé en 2017, dans lequel un jeune sur deux, entre 15 et 18 ans, déclare être tombé par hasard sur un extrait à caractère pornographique.

Pour tenter d'enrayer, à son échelle, ce fléau, après une intervention en classe, Samia propose systématiquement des entretiens individuels aux élèves qui le souhaitent.

« On est très inquiets des comportements que ça peut générer et des impacts psychiques. J'ai envoyé des jeunes en centre de santé. Et puis ce sont des personnes qui peuvent se retrouver victimes d'agressions sexuelles car elles n'ont plus de garde-fou

par rapport au respect de leur corps », alerte l'infirmière.

Avec son équipe, Samia songe à des actions à destination des parents, en dehors du temps scolaire « Quand on échange avec eux, ils nous disent être démunis et ne se rendent pas compte à quel point la situation est grave. Et il y a ceux qui sont dans le déni. » D'après le sondage Ifop de 2017, « seulement 7 % des parents estiment que leurs enfants regardent de la pornographie au moins une fois par semaine. Or les jeunes sont trois fois plus nombreux à le déclarer. »

Julie, 38 ans, mère d'une collégienne de 15 ans, « a du mal à aborder le sujet, concède-t-elle. J'ai appris par hasard, en entendant ma fille parler à une de ses amies, qu'elle avait reçu des images et vidéos pornographiques l'année dernière sur son téléphone. Elle était traumatisée, mais on n'en a jamais vraiment parlé. »

Aline, 40 ans, « discute de tout » avec ses deux enfants, dont sa fille de 13 ans, qui possède un téléphone depuis deux ans. « On est vigilants sur ce qu'elle fait. Mais ça n'empêche pas les mauvaises surprises. On a appris récemment qu'elle avait reçu la photo du pénis d'un garçon qui l'avait contactée via les réseaux sociaux. Elle était choquée et avait honte d'en parler. »

Pour Thomas Rohmer, directeur de l'Open (Observatoire de la parentalité et de l'éducation numérique)*, l'un des enjeux, c'est de faire respecter les lois de protection de l'enfance. Avec deux autres associations, le Cofrade et l'Unaf, dans le cadre de la loi du 30 juillet 2020, il a saisi, il y a un an, le CSA (Conseil supérieur de l'audiovisuel) pour « faire bloquer certains sites pornographiques qui ne permettent pas



► 8 novembre 2021 - N°7293

de véritablement vérifier les âges de ses utilisateurs », indique-t-il. Le Conseil indique de son côté avoir « interrogé les éditeurs des sites concernés sur la conformité des outils qu'ils mettaient en œuvre ».

« Il faut plus de sensibilisation, de prévention »

Signe que ce sujet inquiète en haut lieu, le gouvernement a lancé en février la plate-forme Je protège mon enfant afin de « lutter contre l'exposition des mineurs à la pornographie en ligne », insiste-t-on dans l'entourage d'Adrien Taquet, secrétaire d'État chargé des Familles. Outre la réalisation d'une vidéo disponible sur YouTube, ce site veut « délivrer des conseils pour accompagner les parents dans la mise en place du contrôle parental ».

L'Éducation nationale n'est pas en reste. Elle permet des interventions de gendarmes pour parler notamment des risques liés aux nouvelles technologies, et des actions par académie. Celle de Versailles, par exemple, la plus importante de France, « forme plus de 500 personnes par an aux questions de l'éducation à

la sexualité et compte augmenter ce ratio ».

Pour Samia, il faut aller encore plus loin. « Lever les tabous autour de ce sujet et pousser à la libération de la parole, également en dehors du temps de l'école. Aujourd'hui, on ne voit que la partie émergée de l'iceberg, souffle l'infirmière. Il faut plus de sensibilisation, de prévention, mais nous, infirmières scolaires, ne sommes pas assez nombreuses pour le faire seules. »

*<https://www.open-asso.org>



Quand vous en avez qui vous disent regarder trois films pornos par jour, ça interroge
 SAMIA, INFIRMIÈRE SCOLAIRE



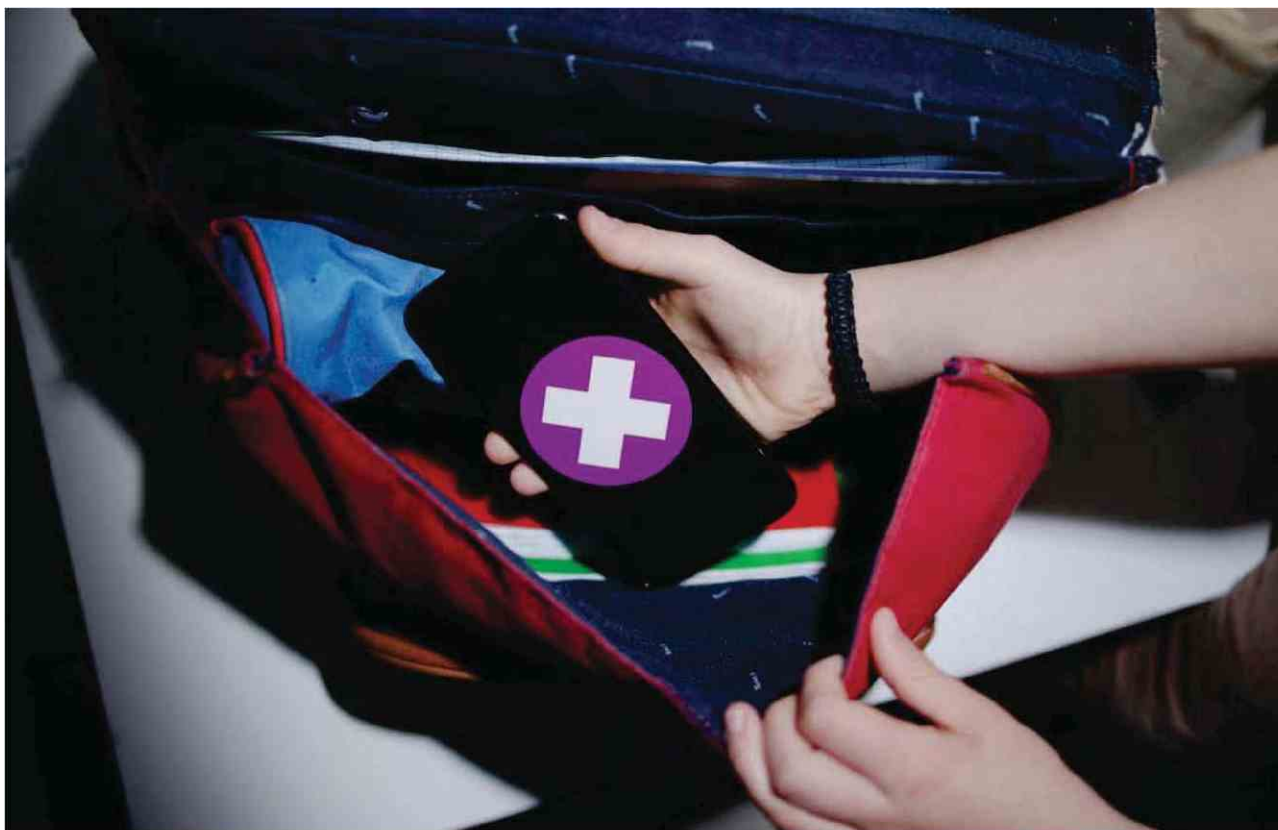
On est très inquiets des comportements que ça peut générer et des impacts psychiques
 SAMIA, INFIRMIÈRE SCOLAIRE



LP/JEAN-BAPTISTE QUENTIN

Bussy-Saint-Georges (Seine-et-Marne). Samia, infirmière scolaire en Seine-Saint-Denis, estime qu'il « faut agir, et vite, il y a urgence. »





LP/OLIVIER ARANDEL

À 12 ans, près d'un enfant sur trois a déjà été exposé à un contenu pornographique, selon un sondage OpinionWay, publié en 2018. Depuis, la situation s'est encore aggravée.

